

Manuel Vázquez Montalbán, août 1996

Naguère critiqués, aujourd'hui courtisés

Qui a peur des Catalans ?

En mars dernier, le Parti populaire (PP) de M. José Maria Aznar gagnait les élections législatives en Espagne, mais, en raison de la faiblesse de sa victoire, il devait se résigner à passer un accord, notamment, avec la coalition nationaliste catalane, Convergència i Unió. Cet accord, qui a permis à M. Aznar de devenir président du gouvernement espagnol, a énormément surpris en raison surtout de l'attitude hostile et quasi raciste dont avaient fait preuve le PP et ses partisans contre les Catalans, et tout particulièrement contre le président du gouvernement autonome de Catalogne, Jordi Pujol.

Entre l'été 1993, quand le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) perdit aux législatives sa majorité absolue à l'Assemblée, et la nuit du 3 mars 1996, qui vit le Parti populaire (PP) gagner de justesse les élections et se retrouver à la tête d'une majorité très relative, l'Espagne connut une crispation politique et sociale fort singulière. Pour une raison simple : après 1993, certains s'étaient mis en tête d'acculer le gouvernement socialiste de M. Felipe Gonzalez dans les cordes, et de le renverser à tout prix. Cette crispation atteignit des niveaux d'intensité extrêmes à cause des affrontements entre deux gangs : les politiques et les médiatiques.

Les gangs politiques comprenaient, d'une part, le camp gouvernemental, le PSOE, et, d'autre part, le reste des formations politiques.

Comme les nationalistes catalans et basques soutenaient la politique des socialistes, les vibrations négatives s'étaient fortement accentuées. La droite et une bonne partie de la gauche accusaient le PSOE de livrer l'Etat aux intérêts particularistes des partis « *antiespagnols* » ; un reproche largement soutenu par le pouvoir médiatique madrilène.

Pour corser le tout, une guérilla opposait le gouvernement socialiste et le prétendu pouvoir judiciaire, en raison des affaires de corruption économique et de terrorisme d'Etat (affaire des groupes paramilitaires du GAL) qui minaient le PSOE.

Conscient de la faiblesse du gouvernement de M. Felipe Gonzalez, le Parti populaire décida de dénoncer l'accord entre les socialistes et les nationalistes catalans en insistant sur les privilèges économiques accordés par le PSOE à la Catalogne ; il souleva par ailleurs la peur des castillanophones en prétendant que la langue catalane allait obtenir de nouveaux privilèges.

Depuis toujours, les hispanoparlants dogmatiques constituent un groupe de primates soupçonneux devant les langues étrangères, et tout particulièrement devant celles qui ont survécu à la concurrence de l'espagnol dans les limites conventionnelles de l'Etat.

Les langues catalane, galicienne ou basque résonnent à leurs oreilles comme le frottement des lames d'une tondeuse qui châtrerait le pénis linguistique des Espagne. Ils rêvent d'une unité de langue absolutiste et totalitaire qui n'a jamais existé et que seule la dictature franquiste (1936-1975) fut sur le point d'imposer.

Du haut de sa morgue, ou de son ignorance, résultat de la perversité des livres d'histoire qui nous ont faits comme nous sommes, l'hispanoparlant sectaire pense que le galicien, le catalan et le basque sont des inventions de la démocratie, et plus concrètement des chefs nationalistes séparatistes.

Constatant l'existence de catalanoparlants au sein de l'armée espagnole au XIXe siècle, les officiers et hommes de troupe qualifiaient de « polacos » (polonais) les jeunes gens s'exprimant en cet étrange jargon. L'épithète méprisante devait passer à l'argot moderne. Récemment, dans un stade de football, lors d'un exploit du Real Madrid, vainqueur du Barcelone FC en finale de la Super-Coupe, certains crièrent : « *Al bote, al bote/Polaco el que no bote.* » (« Sautons, sautons/ Polonais qui ne saute pas »). Slogan qui paraphrasait un des plus célèbres mots d'ordre de la lutte antifasciste « *Al bote, al bote/Fascista el que no bote* » (« Sautons, sautons/Fasciste qui ne saute pas »). On sait, évidemment, que depuis les années 20, le Barcelone FC est le représentant symbolique de l'armée sans armes de la Catalogne, et que le Real Madrid fut une légion conquérante aux mains de la propagande franquiste.

L'irritation montante d'une partie des Espagnols contre les Catalans était due en grande partie à l'hégémonie du Barcelone FC, vainqueur de quatre championnats successifs. Aussi, après la défaite relative des socialistes en 1993, le soutien que leur apportèrent les nationalistes catalans fut dénoncé par la droite comme « *un prêt égoïste effectué par un peuple usurier et phénicien* » représenté par le président autonome de la « Pologne », M. Jordi Pujol.

Habituellement, le journal conservateur ABC décrit M. Jordi Pujol, comme un usurier maître-chanteur rançonnant le gouvernement des socialistes pour engraisser la Catalogne, tandis que s'étirole l'Espagne. Il était de bon ton, dans les journaux et les stations de radio (surtout la chaîne COPE, d'obédience passablement ecclésiastique), de critiquer M. Pujol et le nationalisme catalan, et de les dénoncer comme responsables d'un « génocide linguistique » commis contre les hispanoparlants résidant en Catalogne. On reprochait aussi au président de la Generalitat de soutenir les socialistes dans le seul but de recevoir des prébendes pour les Catalans au détriment de l'Espagne pauvre.

« Génocide linguistique »

INFLUENCÉS par ces campagnes de presse, de nombreux citoyens oublièrent les nuances des éditorialistes et s'en prirent de front à tous les Catalans, les accusant d'être « *une ethnie marquée, comme les juifs ou les Ecossais, par l'esprit de l'argent, race maudite, esclave de l'axiome Seul l'argent fait le bonheur* ». Un chauffeur de taxi madrilène en vint à refuser le pourboire d'un client catalan ; des commerçants et des industriels aux pures racines espagnoles coupèrent net tout contact avec des produits catalans. Il y en eut même qui remplacèrent le cava, ce vin mousseux catalan, par un autre élaboré à Ribera de Duero ou La Rioja, montrant ainsi de façon éclatante leur refus de l'odieuse, riche, avide, insatiable Catalogne.

Le fer de lance de cette offensive contre le pacte Pujol-PSOE était le quotidien ABC, journal qui surveille depuis longtemps le démon familial du sécessionnisme hispanique. Tandis que j'écrivais mon roman sur Franco (1) et mon essai sur *Dolores Ibarruri, Pasionaria y los Siete Enanitos* (2), j'eus l'occasion de consulter fréquemment des exemplaires d'ABC depuis le début du XXe siècle. Je peux donc affirmer que les arguments en faveur de l'unité de l'Espagne, et la conception de la patrie comme un enclos unitaire et monolingue étroitement surveillé par la Garde civile, sont constants et répétitifs. Ils fonctionnent aussi bien pour l'Espagne de 1910 que pour l'Espagne de cette fin de siècle.

On accusa M. Pujol d'être « de petite taille » ; et, dans un article intitulé « Franco-Pujol », on put lire : « *Pujol, cela se voit, est un monsieur tout petit... On ne pourrait pas, même en réduisant la carte géographique, faire entrer la Catalogne dans Pujol. Et pourtant Pujol est persuadé qu'il porte en lui toute la Catalogne.* »

ABC critique la politique « provinciale et mercantile » de M. Pujol sans comprendre que M. Pujol ne défend pas les intérêts de la Catalogne, mais une politique économique voulue par l'ensemble du patronat de l'Espagne qui a fermement soutenu tous les infléchissements droitiers imposés par M. Pujol aux socialistes.

M. Jordi Pujol est le seul dirigeant de la droite espagnole à avoir combattu le franquisme ; il fut arrêté, torturé, incarcéré il a su utiliser ce passé de résistant pour vendre son image sur le marché démocratique. Mais il part du principe que la bonne santé d'un pays dépend de la santé de ses entreprises ; à cet égard, et grâce à ses contacts internationaux, il est le représentant du secteur le plus ambitieux du capitalisme espagnol, et pas seulement catalan.

A l'origine de toute cette campagne anti-catalane des années 1993-1996, il y avait le projet d'"immersion linguistique" décidé par le gouvernement de Catalogne : il consiste à enseigner le catalan à tous les enfants depuis le début de leur scolarité et à les « immerger » dans cette langue. La moitié de l'Espagne poussa des cris d'horreur en imaginant le sort de milliers d'enfants résidant en Catalogne, mais originaires d'autres régions d'Espagne, arrachés aux bras de leurs mères pour être jetés dans le chaudron où mijote le « pot-au-feu » du catalan, langue d'une bourgeoisie nationale et exploiteuse. Même un écrivain de gauche comme Antonio Gala réagit vivement : « *Mes enfants andalous aux yeux noirs, s'ils se trouvent en Catalogne, n'y sont pas pour apprendre la langue.* »

De leur côté, les Catalans, d'accord ou pas avec M. Pujol et le pacte, confirmèrent qu'ils se sentaient historiquement méprisés par le reste de l'Espagne et fiscalement exploités. Dans cette atmosphère, le groupe d'extrémistes qui tiennent le castillan pour une langue étrangère en Catalogne — bien que tout le monde le comprenne et qu'au moins la moitié des gens le parlent — se sentit encouragé à réclamer la fin de la cohabitation linguistique au profit du seul catalan. Même les adversaires les plus acharnés de M. Jordi Pujol prirent pour eux les insultes contre le président car ils comprirent qu'elles visaient autre chose.

C'est alors que parut *El LLibre negre de Catalunya* (« Le Livre noir de la Catalogne ») de l'historien Josep-Maria Ainaud de Lasarte, éloquentement sous-titré : *De Felipe V a l'ABC* (« De Philippe V à l'ABC »), c'est-à-dire depuis l'an zéro de l'occupation de la Catalogne par le premier roi Bourbon au début du XVIII^e siècle (première tentative de déraciner systématiquement la catalanité), jusqu'à la croisade permanente du journal ABC contre « *le génocide de la langue espagnole en Catalogne* ». L'auteur fournit un impressionnant chapelet de citations révélatrices de toutes les vexations qu'a connues la Catalogne moderne.

« Faire de Barcelone un terrain vague »

VOICI quelques perles, citées par Ainaud de Lasarte : « *Il ne faut pas choisir les moyens les moins vigoureux ou les moins efficaces, mais les plus énergiques et les plus fermes pour effacer de la mémoire des Catalans tout ce qui pourrait leur rappeler leurs anciennes Constitutions abolies, usages, droits et coutumes (3).* »

« *Il nous plaît grandement de constater que, conformément au chapitre provincial, tous nos religieux parlent entre eux en castillan, et nous ordonnons que tous parlent entre eux et avec les autres, ou bien en latin ou bien en castillan, sous peine de châtement à pain et eau chaque fois qu'ils converseront en catalan (4).* »

« *Le maître de La Bisbal ordonne à tous ses disciples que dorénavant ils parlent et répètent les livres en langue castillane ; avertissant qu'il ne considérera point avec indifférence les fautes que l'on pourrait commettre ce faisant, car ne sont pas dignes de compassion ceux qui, de toute leur vigueur, ne respectent pas la volonté de notre bien-aimé monarque (5).* »

Les choses ne se sont guère améliorées au cours des deux siècles suivants. Ainsi, en 1801, on interdit expressément les représentations théâtrales en catalan ; en 1810, on rappelle que les normes juridiques de la tradition catalane ne sont pas valables ; en 1857, on réaffirme que le catalan n'a pas sa place à l'école ; en 1901, on théorise sur la nécessité d'exclure les Catalans de la fonction publique ; en 1905, *La Correspondencia militar* publie un article réclamant "l'élimination" des députés et sénateurs catalans du Congrès ; en 1915, le parlementaire Royo Villanoba s'écrie avec exaltation « *Jamais, jamais je n'accepterai que la Catalogne soit une nation !* » ; en 1924, l'architecte Antonio Gaudí est arrêté parce qu'il parlait catalan sur la voie publique ; en 1925, un citoyen est incarcéré parce qu'il arborait une insigne du Barcelone FC ; en 1932, un homme politique, Balbontin, qualifie le catalanisme de « *connerie* » ; en 1933, des républicains à Madrid crient : « *A bas le statut de la Catalogne ! Vive la République !* » ; en 1934, un député monarchiste, Antonio Goicoechea, déclare devant l'Assemblée républicaine que « *la plupart des Catalans veulent être libérés du statut d'autonomie* » ; en 1936, au début de la guerre civile, le général Queipo de Llano suggère : « *Faisons de Madrid un verger, de Bilbao une usine, et de Barcelone un terrain vague.* » Et ce général éthylique ajoutait : « *Les vrais patriotes ne paient pas leurs dettes aux Catalans.* »

Est-ce un hasard si l'une des premières personnes fusillées par les troupes franquistes, après le coup d'Etat du 18 juillet 1936, fut un voyageur de commerce catalan ? Il était catalan, commerçant — profession damnée — il s'appelait Survol, et de surcroît était le président du Barcelone FC...

Inutile de s'étendre sur la période franquiste, tout cela vit encore dans la mémoire blessée des Catalans. Mais Ainaud de Lasarte n'oublie pas la catalanophobie contemporaine, celle qui, après 1993, reprend les vieilles accusations de « *pureté linguistique contre la langue espagnole* », ou de tentative de « *séparation des enfants catalanophones de leurs parents castillanophones* ».

Juste après l'alliance impie entre M. Gonzalez et M. Pujol, en 1993, le journal ABC n'hésite pas à titrer : « *Comme Franco mais à l'envers. Persécution du castillan en Catalogne* ». Et les lettres de lecteurs qu'il publie vont dans le même sens des citoyens atterrés devant la castration linguistique que l'espagnol subit en Catalogne. J'emploie le mot « *castration* » parce qu'il figure, par exemple, dans une lettre adressée à ABC par Miguel Sanchez Mazas, homme par ailleurs souvent admirable : « *Cette cruelle, traumatisante et répugnante opération chirurgicale conduite par l'actuelle Generalitat de Catalogne — qui est sur le point de pratiquer une authentique castration linguistique, psychologique, morale, culturelle, sociale de la noble communauté hispanoparlante de cette région —, est le coup bas le plus méprisable jamais porté contre la culture de l'Espagne depuis que notre pays existe.* »

Quand le Parti populaire remporta les élections européennes de 1995, ses partisans manifestèrent aux cris de : « *Pujol, enano, habla castellano !* » (Pujol, nain, parle castillan). Et le soir du 3 mars 1996, quand tous les sondages « de sortie des urnes » annonçaient que la victoire du PP aux élections législatives serait tellement importante qu'il disposerait de la majorité absolue à l'Assemblée et qu'il n'aurait nul besoin d'établir des alliances avec un autre parti, les mêmes partisans descendirent à nouveau dans les rues en répétant : « *Pujol, enano, habla castellano !* ».

Mais les instituts de sondage commencèrent à corriger leurs prévisions ; la victoire des conservateurs se fit de plus en plus courte, et il devint bientôt évident que le PP allait avoir besoin du soutien des nationalistes catalans pour pouvoir gouverner. Alors, le miracle se produisit. Du jour au lendemain, M. José Maria Aznar, chef du PP, déclara qu'il parlait catalan et que, de surcroît, comme c'est logique, il le comprenait. Et d'autres dirigeants du PP se souvinrent soudain, miraculeusement, qu'ils passaient leurs vacances en Catalogne depuis leur plus tendre enfance. Ils constatèrent que leur modèle de société et leur réformisme économique coïncidaient avec ceux du nationaliste Pujol.

Dès le lendemain, 4 mars, les groupes de pression (industriels et banquiers) qui avaient imposé l'accord Pujol-Gonzalez commencèrent à se mobiliser pour le reconvertir en un accord Pujol-Aznar (6). Mais était-ce possible après toute cette hystérie anti-catalane et anti-espagnole ? Comment reconvertir les esprits des partisans espagnolistes et antipujolistes de M. Aznar ? Comment modifier la mentalité des partisans catalanistes et anti-espagnolistes de M. Pujol ?

Tout sera affaire d'habileté et de communication. M. Aznar dira aux militants après sa victoire : si nous signons cet accord nous gouvernons ; sinon, le PSOE demeurera au pouvoir ou il nous faudra affronter de nouvelles élections. De son côté, M. Pujol expliquera aux siens tous les avantages d'un pacte avec la droite espagnoliste : celle-ci devra admettre enfin la Catalogne comme « entité distincte » et fera des concessions inédites en matière d'autonomie.

M. Pujol transfiguré

MÊME si sa base, à contre-cœur, a accepté, M. Pujol n'ignore pas qu'avec cet accord il fait un pas à droite et affaiblit son image « gaullienne ». Car la relation que M. Pujol entretient avec la Catalogne ressemble à celle que le général de Gaulle disait avoir pour la France. M. Pujol est la Catalogne et l'instrument d'une « grandeur » qu'il ne veut pas obtenir par la violence de la séparation, mais en stimulant un plus grand développement de la Catalogne afin de la rapprocher de l'Europe la plus riche.

Le rêve nationaliste de M. Pujol, c'est que l'Espagne devienne un jour le simple voisin géographique d'une Catalogne intégrée à part entière au sein de l'Union européenne. Néolibéral convaincu, M. Jordi Pujol veut associer à son projet le capitalisme catalan en évitant l'opposition du capitalisme espagnol, puisque tous deux obéissent à la même dynamique du capitalisme international. Selon lui, la Catalogne doit miser à fond sur la mondialisation, et à cet égard il encourage la « modernisation » de la sphère économique catalane selon les normes du libéralisme le plus agressif.

Tout le débat exacerbé de 1993-1996 semble bizarrement oublié. Nul ne s'inquiète plus des malheureux castillanoparlants noyés dans l'immersion linguistique prétendument commise en Catalogne. Oubliée, l'Espagne pauvre, encore plus pauvre pourtant à cause de l'enrichissement potentiel des Catalans. Certains prétendent maintenant que M. Pujol n'est pas si petit que cela, d'autres le trouvent même grand et blond... L'Internationale populaire, à laquelle appartiennent aussi bien le PP que l'*Unio democràtica* (le parti de M. Pujol), veille sur l'accord entre conservateurs espagnols et nationalistes catalans ; elle veut qu'il dure pour pouvoir mieux défendre les critères de convergence exigés par le traité de Maastricht. Les Catalans espèrent même que le Barcelone FC gagnera le prochain championnat : alors, le pacte Pujol-Aznar pourra se prolonger bien au-delà des frontières du nouveau millénaire.

(1) Moi Franco, Seuil, Paris, 1994.

(2) Pasionaria et les Sept Nains, à paraître en traduction française au Seuil, Paris.

(3) Consejo de Castilla, 1715.

(4) Article 10 du décret de visite de l'an 1755 du provincial des Esculapes, Père Jorge Caputi, à Mataro.

(5) Ordre du maître de La Bisbal, Francisco Fina, en application du royal décret d'Aranjuez du 23 juin 1768, du roi Carlos III, interdisant le catalan à l'école.

(6) Lire à cet égard, Jesus Ynfante, La résurrection de l'Opus Dei en Espagne , *Le Monde diplomatique*, juillet 1996.